

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Pontiac _____

Code géographique : 82030 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Benedikt Kuhn, atteste la véracité du rapport financier

de Pontiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-14 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Pontiac, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Pontiac au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que Pontiac inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

J. Ethier CPA Inc.
par Janique Ethier, CPA auditrice, CGA
1698 Route 105,
Chelsea, Québec, J9B 1P4

819-459-1115

DATE 2015-04-14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	5 062 525	5 163 967	5 163 967	4 657 033
Compensations tenant lieu de taxes	2	363 710	363 631	363 631	316 693
Quotes-parts	3				
Transferts	4	874 669	1 044 220	1 044 220	1 223 761
Services rendus	5	84 310	42 362	42 362	70 526
Imposition de droits	6	352 200	401 244	401 244	379 751
Amendes et pénalités	7	100			1 925
Intérêts	8	101 060	122 488	122 488	109 838
Autres revenus	9		1 952	1 952	24 793
	10	6 838 574	7 139 864	7 139 864	6 784 320
Investissement					
Taxes	11				
Quotes-parts	12				
Transferts	13				
Autres revenus	14				
Contributions des promoteurs	15				
Autres	16				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17				
	18	6 838 574	7 139 864	7 139 864	6 784 320
Charges					
Administration générale	19	1 021 222	980 134	30 068	1 089 738
Sécurité publique	20	1 714 114	1 585 539	106 263	1 649 775
Transport	21	1 833 255	1 650 665	166 872	2 040 468
Hygiène du milieu	22	1 012 553	875 589	207 439	1 175 031
Santé et bien-être	23	4 406	3 946	3 946	4 406
Aménagement, urbanisme et développement	24	400 287	449 444	2 416	481 701
Loisirs et culture	25	223 074	224 661	16 705	289 785
Réseau d'électricité	26				
Frais de financement	27	274 258	293 130	293 130	283 543
Amortissement des immobilisations	28	492 871	529 763 (	529 763)	
	29	6 976 040	6 592 871	6 592 871	7 014 447
	30	(137 466)	546 993	546 993	(230 127)
Excédent (déficit) de l'exercice					

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(137 466)	546 993	(230 127)
Moins: revenus d'investissement	2	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(137 466)	546 993	(230 127)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	492 871	529 763	493 544
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	492 871	529 763	493 544
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		54 901	
Remboursement de la dette à long terme	17	(390 487)	(499 500)	(276 276)
	18	(390 487)	(444 599)	(276 276)
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	(4 691)	(200 007)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			146 720
Excédent de fonctionnement affecté	21	56 516	55 350	(5 746)
Réserves financières et fonds réservés	22	(21 434)	(118 535)	52 633
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(2 437)	(109 033)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	35 082	(70 313)	(115 433)
	26	137 466	14 851	101 835
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		561 844	(128 292)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	6 000 )	(	6 168)
Sécurité publique	3 (	)	354 691)	(
Transport	4 (	)	)	711 207)
Hygiène du milieu	5 (	)	78 052)	132 235)
Santé et bien-être	6 (	)	6 741))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)	6 152)
Loisirs et culture	8 (	55 000 )	)	16 033)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	61 000)	439 484)	871 795)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		182 238	3 436 161
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		4 691	200 007
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16		156 741	
Réserves financières et fonds réservés	17		185 645	82 200
	18		347 077	282 207
	19	(61 000)	89 831	2 846 573
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(61 000)	89 831	2 846 573

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	1 451 146	1 485 288	1 452 315
Charges sociales	2	261 141	176 482	216 345
Biens et services	3	2 668 819	2 270 086	2 835 130
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	259 258	294 464	253 234
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	15 000	(1 334)	30 309
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 775 905	1 754 847	1 630 898
Autres	10	51 900	52 405	70 986
Autres organismes	11		30 870	29 168
Amortissement des immobilisations	12	492 871	529 763	493 544
Autres				
-	13			2 518
-	14			
-	15			
	16	6 976 040	6 592 871	7 014 447

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	5 062 525	5 163 967	4 657 033
Compensations tenant lieu de taxes	2	363 710	363 631	316 693
Quotes-parts	3			
Transferts	4	874 669	1 044 220	1 223 761
Services rendus	5	84 310	42 362	70 526
Imposition de droits	6	352 200	401 244	379 751
Amendes et pénalités	7	100		1 925
Intérêts	8	101 060	122 488	109 838
Autres revenus	9		1 952	24 793
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	6 838 574	7 139 864	6 784 320
Charges				
Administration générale	12	1 050 461	1 010 202	1 089 738
Sécurité publique	13	1 785 393	1 691 802	1 649 775
Transport	14	2 000 127	1 817 537	2 040 468
Hygiène du milieu	15	1 218 661	1 083 028	1 175 031
Santé et bien-être	16	4 406	3 946	4 406
Aménagement, urbanisme et développement	17	402 712	451 860	481 701
Loisirs et culture	18	240 022	241 366	289 785
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	274 258	293 130	283 543
	21	6 976 040	6 592 871	7 014 447
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(137 466)	546 993	(230 127)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		6 149 596	8 263 190
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		4 302	(1 883 467)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		6 153 898	6 379 723
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		6 700 891	6 149 596

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(137 466)	546 993	(230 127)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	61 000 ) (	439 484 ) (	871 795)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	492 871	529 763	493 544
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	431 871	90 279	(378 251)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		4 458	(3 552)
Variation des autres actifs non financiers	10		31 326	(44 925)
	11		35 784	(48 477)
	12	294 405	673 056	(656 855)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	294 405	673 056	(656 855)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(7 594 930)	(5 054 608)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		4 302	(1 883 467)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(7 590 628)	(6 938 075)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(6 917 572)	(7 594 930)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	77 373	158 986
Placements temporaires	2	571 771	104 397
Débiteurs (note 5)	3	1 602 285	1 827 573
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	2 251 429	2 090 956
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	218 458	
Emprunts temporaires (note 10)	11		703 939
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	692 701	614 264
Revenus reportés (note 12)	13	40 542	883
Dette à long terme (note 13)	14	8 217 300	8 366 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	9 169 001	9 685 886
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(6 917 572)	(7 594 930)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	13 454 448	13 544 727
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	21 849	21 849
Stocks de fournitures	20	15 969	20 427
Autres actifs non financiers (note 17)	21	126 197	157 523
	22	13 618 463	13 744 526
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	6 700 891	6 149 596

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	546 993	(230 127)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	529 763	493 544
Autres			
-	3	471 676	(1 782 354)
-	4		
	5	1 548 432	(1 518 937)
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	225 288	1 846 608
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	78 437	(83 496)
Revenus reportés	9	39 659	(24 343)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	4 458	(3 552)
Autres actifs non financiers	13	31 326	(44 925)
	14	1 927 600	171 355
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(439 484)	(871 795)
Produit de cession	16		
	17	(439 484)	(871 795)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(467 374)	(101 113)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(467 374)	(101 113)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	350 000	3 323 300
Remboursement de la dette à long terme	24	(499 500)	(299 700)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(703 939)	(2 297 476)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(853 439)	726 124
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	167 303	(75 429)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	263 383	338 812
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	430 686	263 383

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Pontiac est une municipalité née d'un regroupement en 1975. Elle est régit par le code municipale de la Province de Québec. Elle est dirigée par un conseil municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

A) Office municipale d'habitation

L'O.M.H. est un organisme sans but lucratif qui assure le maintien de logements à prix modiques, pour les personnes âgées autonomes.

La Municipalité contribue au financement de cet organisme en payant un montant annuel égal à sa part du déficit annuel de l'organisme. En 2014, la Municipalité a versé une somme de \$.

B) Municipalité Régionale de Compté Des-Collines-de-l'Outaouais

La Municipalité est membre de la M.R.C. des Collines-de-l'Outaouais, organisme régional composé de municipalités. La M.R.C. des Collines-de-l'Outaouais est responsable de certaines activités à caractère régional.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Municipalité pour 2014 est de .

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transaction s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisé de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus de projets et autres revenus sont constatés lorsque tout les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie:

LA politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements: Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

D) Actifs non financiers

SO

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Propriétés destinées à la revente: Elles sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi selon la méthode linéaire sur des durées de vie utile de 5 à 40 ans.

Les éléments incorporels de sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :
- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés,

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées :

- à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés :

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :

- pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et les excédents de la charge sur les sommes à verser en fiducie : ????

- Mesures transitoires relatives à la TVQ :

- au fur et à mesure du remboursement au fonds général ou au fonds de roulement sur une période maximale de 10 ans.

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :

- pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;

- pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

H) Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

I) Autres éléments

Dépenses reportés: Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une périodes maximales de cinq ans.

Subventions reportées du gouvernement du Québec:

Les subventions reçues sont dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectation:

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	77 373	158 986
Placements temporaires	2	571 771	104 397
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	619 090	577 580
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	23 192	5 840
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	732 725	934 505
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	63 567	25 044
Organismes municipaux	8	10 836	12 346
Autres			
-	9	156 485	272 258
-	10	(3 610)	
	11	1 602 285	1 827 573
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	473 671	119 866
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	473 671	119 866
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)	
	27		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33		
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	149 783	143 453
Salaires et avantages sociaux	38	415 450	412 184
Dépôts et retenues de garantie	39	66 449	
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
-	42	61 019	57 919
-	43		708
-	44		
-	45		
-	46		
	47	692 701	614 264
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	9 742	883
Transferts	49		
Autres			
-	50	30 800	
-	51		
	52	40 542	883
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014					2013	
13. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,24	3,56	2015	2020	53	8 217 300	8 366 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	8 217 300	8 366 800
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	()	()
					63	8 217 300	8 366 800

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>					<u>Total 2014</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2015	64	72	559 800	80	89	97	559 800	
2016	65	73	576 900	81	90	98	576 900	
2017	66	74	595 600	82	91	99	595 600	
2018	67	75	58 500	83	92	100	58 500	
2019	68	76	604 500	84	93	101	604 500	
2020 et +	69	77	5 822 000	85	94	102	5 822 000	
	70	78	8 217 300	86	95	103	8 217 300	
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()	
	71	79	8 217 300	88	96	105	8 217 300	

Note

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	(2 334 407)
Tiers		(7 594 930)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(4 583 165)
Autres	108	
	109	(6 917 572)
		(7 594 930)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations

		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	4 672 312	138	78 052	165		192	4 750 364
Eaux usées	111	3 390 873	139		166		193	3 390 873
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	3 890 334	140		167		194	3 890 334
Autres	113	215 675	141		168		195	215 675
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	2 072 992	143		170		197	2 072 992
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 950 156	145	354 691	172		199	2 304 847
Ameublement et équipement de bureau	118	138 408	146	6 741	173		200	145 149
Machinerie, outillage et équipement divers	119	426 545	147		174		201	426 545
Terrains	120	318 106	148		175		202	318 106
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>17 075 401</u>	150	<u>439 484</u>	177		204	<u>17 514 885</u>
Immobilisations en cours	123	<u>116 793</u>	151		178		205	<u>116 793</u>
	124	<u>17 192 194</u>	152	<u>439 484</u>	179		206	<u>17 631 678</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	249 370	153	116 524	180		207	365 894
Eaux usées	126	595 014	154	86 382	181		208	681 396
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	359 643	155	101 971	182		209	461 614
Autres	128	83 082	156	8 450	183		210	91 532
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	780 236	158	51 932	185		212	832 168
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 136 364	160	150 169	187		214	1 286 533
Ameublement et équipement de bureau	133	130 437	161	2 743	188		215	133 180
Machinerie, outillage et équipement divers	134	313 321	162	11 592	189		216	324 913
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>3 647 467</u>	164	<u>529 763</u>	191		218	<u>4 177 230</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>13 544 727</u>					219	<u>13 454 448</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222						229	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	21 849	21 849
	233	21 849	21 849
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)			
	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	21 849	21 849
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	89 571	89 961
Frais reportés			
-	237	36 626	67 562
-	238		
	239	126 197	157 523
Note			

18. Obligations contractuelles

A) Chemins d'hiver

i) La Municipalité a signé un contrat, le 18 août 2011 pour l'entretien d'hiver des trottoirs dans le Village de Quyon pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 pour un montant total de 62 475.33\$ taxes incluses.

ii) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de neige pour le secteur A, le 31 octobre 2011, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 pour un montant total de 30 814.43\$ taxes incluses.

iii) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de neige pour le secteur B, le 19 septembre 2012, pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 pour un montant total de 264 992.08\$ taxes incluses.

iv) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de neige pour le secteur C, le 24 septembre 2012, pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 pour un montant total de 237 611.93\$ taxes incluses.

v) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de neige pour le secteur E, le 14 novembre 2012, pour les années 2012-2013, 2013-2014 pour un montant total de 180395.78\$ taxes incluses.

vi) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

neige pour le secteur F, le 1 septembre 2010, pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 pour un montant total de 266 248.14\$ taxes incluses.

vii) La Municipalité a signé un contrat de déblaiement de neige pour le secteur G, le 29 septembre 2010, pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 pour un montant total de 291 217.50\$ taxes incluses.

B) Entretien ménager

i) La Municipalité a signé un contrat pour l'entretien des édifices municipaux, le 1 août 2012, pour la période du 3 juillet 2012 au 30 juin 2015, pour un montant total de 86 227.80\$.

C) Ordures ménagères et matières recyclables

i) La Municipalité a signé un contrat pour la cueillette des ordures et matières recyclables, le 30 avril 2010, pour la période du 1 juin 2010 au 31 mai 2014, pour un montant total de 1 186 892\$ taxes incluses.

D) Entente de services avec la Municipalité de La Pêche

i) La Municipalité a signé une ententes de services avec la Municipalité de La Pêche le 11 décembre 2012, concernant la protection contre les incendies, les services des loisirs et les services de collecte des déchets domestiques dangereux et l'entretien des chemins pour certains territoires spécifiques pour les périodes 2012 à 2015.

E) Contrôle animalier

i) La Municipalité a signé une entente avec la S.P.C.A., le 27 janvier 2009, concernant le service de contrôle animal pour un montant de 19 460\$ avec rajustement annuel représentant la hausse du coût de la vie, pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2011. Cette entente a été renouvelée pour une période de trois ans aux mêmes conditions.

F) Espaces verts

i) La Municipalité a signé une entente pour l'entretien des espaces verts, le 28 avril 2011, pour la période de mi-mai 2011 au 1 novembre 2014, pour un montant total de 56 734.63\$ taxes incluses.

G) Responsabilité de l'accès du gymnase à l'établissement de l'école Notre-Dame-De-La-Joie.

La Municipalité a signé une entente avec Groupe Action Jeunesse, le 24 janvier 2012 concernant la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

responsabilité d'accès du gymnase à l'établissement de l'école Notre-Dame-De-La-Joie pour une somme de 4500\$ pour l'année 2012.

H) Parc Récréatif et patinoire de Luskville

La municipalité a signé un contrat pour la supervision du parc récréatif de Luskville pour 2013 et l'entretien de la patinoire de Luskville pour 2012-2013, pour un montant de 11 200\$.

I) Patinoire Parc Davis

La municipalité a signé un contrat pour l'entretien de la patinoire au parc Davis, pour la période 2012-2013 pour un montant de 6 323.62\$ taxes incluses.

J) Contrat coordination sentier Pontiac

La municipalité a renouvelé son contrat pour la coordination du sentier Pontiac, le 12 janvier 2012, pour l'année 2012, pour un taux horaire de 40.00\$ et des frais de déplacements de 0.50\$ / km.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

En date du présent rapport, une poursuite, concernant une réclamation d'un solde contractuel de 746 513.44\$ est en cours contre la Municipalité mais aucun montant n'a été comptabilisé à payer au 31 décembre 2011 car l'issue de cette poursuite est inconnue. La municipalité est toujours en attente de la date d'audition dans cette affaire.

Une réclamation a été intentée à l'égard du Ministère des Affaires Municipales, de la MRC des Collines-de-l'Outaouais et de la municipalité de Pontiac réclamant conjointement et solidairement la somme totale de 991 800\$. La requête introductive d'instance a été signifiée aux parties le 3 décembre 2012 mais présentée à la Cour seulement le 14 février 2013 et à cette date elle fut remise au 18 mars 2013. Un échéancier doit être déposé à cet date. Aucun montant n'a été comptabilisé comme dépense au cours de l'exercice car l'issue de cette poursuite est inconnue.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état de résultats et l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet de vérification.

22. Instruments financiers

N/A

	2014		2013	
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	240	77 373		158 986
Découvert bancaire	241	(218 458)	()
Placements temporaires	242	571 771		104 397
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
-	247	()	(
-	248	()	(
-	249	()	(
-	250	()	(
-	251	()	(
-	252	()	(
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	253	430 686		263 383

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	536 929	(11 290)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	653 115	954 716
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (	(111 470)) (	(109 035))
Financement des investissements en cours	4		(86 223)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	5 399 377	5 183 358
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	6 700 891	6 149 596

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	8	237 046	384 417
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	237 046	384 417

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18		
-	19		
-	20		
	21		

Réserves financières

-	22	30 010	81 604
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27	30 010	81 604

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	194 541	309 174
Fonds parcs et terrains de jeux	29	(4 029)	32 462
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	191 439	147 059
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	3 608	
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
- bourse	34	500	
-	35		
-	36		
-	37		
	38	386 059	488 695
	39	653 115	954 716

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 ((111 470)) ((109 035))	()
-	52 () ()	()
	53 ((111 470)) ((109 035))	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 () ()	()
	56 ((111 470)) ((109 035))	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	()
Investissements à financer	58 () ()	86 223)
	59	(86 223)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 13 454 448	13 544 727
Propriétés destinées à la revente	61 21 849	21 849
Prêts	62	()
Placements à titre d'investissement	63	()
Participations dans des entreprises municipales	64	()
	65 13 476 297	13 566 576
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 8 217 300	8 366 800
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (473 671) (228 899)	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	()
	71 7 743 629	8 137 901
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 333 291	245 317
	73 8 076 920	8 383 218
	74 5 399 377	5 183 358

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres		
-	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	<u>77</u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
93 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94

	2014	2013

Description du régime

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	8 217 300
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	18 230
Débiteurs	8	473 671
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	4 583 165
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	3 142 234
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	3 142 234
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	3 142 234
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	3 142 234
---	----	-----------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 789 433	3 873 548	3 457 540
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	280 993	286 254	238 201
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	92 823	94 302	78 027
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 163 249	4 254 104	3 773 768
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	153 467	156 213	121 661
Égout	11	28 805	82 437	61 107
Traitement des eaux usées	12	52 928		
Matières résiduelles	13	664 076	671 213	700 497
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	899 276	909 863	883 265
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	899 276	909 863	883 265
	26	5 062 525	5 163 967	4 657 033

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	533	533
	31	533	533
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	36 460	37 717
	35	36 460	37 717
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	36 993	38 250
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	326 717	278 443
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	326 717	278 443
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	363 710	316 693

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54	275	157
Sécurité civile	55	15 000	3 033
Autres	56		3 723
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	455 927	470 652
Enlèvement de la neige	58		456 310
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	42 378	194 440
Réseau de distribution de l'eau potable	68		144 094
Traitement des eaux usées	69	201 785	201 120
Réseaux d'égout	70		184 802
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	54 000	58 735
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	105 304	116 240
Tri et conditionnement	73		105 308
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		15 750
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	874 669	1 044 220
			968 540

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		255 221
	138		255 221
TOTAL DES TRANSFERTS	139 874 669	1 044 220	1 223 761

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			299
Évaluation	141			
Autres	142	5 760		
	143	5 760		299
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145		1 886	26 598
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148		1 886	26 598
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	20 000	10 836	12 346
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151	1 600		
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	21 600	10 836	12 346
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	1 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	156	750		
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	750		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162	52 000		
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	54 500		
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	2 450		
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	2 450		
Réseau d'électricité	180			
	181	84 310	12 722	39 243

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	182	5 353	4 005
Sécurité publique	183		
Transport			
Réseau routier	184		2 750
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189	7 105	4 450
Hygiène du milieu	190	14 909	17 962
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192		
Loisirs et culture	193	2 273	2 116
Réseau d'électricité	194		
	195	29 640	31 283
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	84 310	70 526
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	197	82 200	63 729
Droits de mutation immobilière	198	270 000	280 964
Droits sur les carrières et sablières	199		26 058
Autres	200	10 425	9 000
	201	352 200	379 751
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	100	1 925
INTÉRÊTS	203	101 060	109 838
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		
Gain (perte) sur cession de placements	206		
Contributions des promoteurs	207		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		
Contributions des organismes municipaux	209		
Autres contributions	210		
Autres	211	1 952	24 793
	212	1 952	24 793

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	166 991	157 045	685	157 730
Application de la loi	2	(120 501)	(120 501)		(120 501)
Gestion financière et administrative	3	800 977	769 970	29 383	799 353
Greffé	4		2 365		2 365
Évaluation	5	171 255	171 255		171 255
Gestion du personnel	6				
Autres	7	2 500			2 518
	8	1 021 222	980 134	30 068	1 010 202
					1 089 738
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	1 192 846	1 192 845		1 144 272
Sécurité incendie	10	464 848	371 421	106 263	471 335
Sécurité civile	11	35 000			13 064
Autres	12	21 420	21 273		21 104
	13	1 714 114	1 585 539	106 263	1 691 802
					1 649 775
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 133 362	989 121	166 872	1 358 107
Enlèvement de la neige	15	455 611	454 253		469 422
Éclairage des rues	16	32 000	23 519		29 984
Circulation et stationnement	17	23 400	9 833		26 138
Transport collectif					
Transport en commun	18	22 964	22 964		20 000
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	165 918	150 975		136 817
	22	1 833 255	1 650 665	166 872	1 817 537
					2 040 468

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	89 585	86 357	95 870	182 227
Réseau de distribution de l'eau potable	24	108 576	56 034	24 781	80 815
Traitement des eaux usées	25	52 928	40 428	84 772	125 200
Réseaux d'égout	26	28 807	27 688	758	28 446
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	141 400	149 004	199	149 004
Élimination	28	286 444	245 698		245 897
Matières recyclables					
Collecte sélective	29	142 400	145 169		145 169
Collecte et transport	30				
Tri et conditionnement					
Matières organiques	31				
Collecte et transport	32				
Traitement	33	93 779	85 053	1 059	86 112
Matériaux secs	34				
Autres	35				
Plan de gestion	36				
Autres	37				
Cours d'eau	38				
Protection de l'environnement	39	68 634	40 158		40 158
Autres	40	1 012 553	875 589	207 439	1 083 028
					1 175 031
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	4 406	3 946		4 406
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	4 406	3 946		4 406
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	371 587	439 040	2 416	441 456
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique	48				
Industries et commerces	49	6 200	6 418		6 418
Tourisme	50	22 500	3 986		3 986
Autres	51				
Autres	52	400 287	449 444	2 416	451 860
					481 701

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	70 057	79 100	2 154	81 254
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55	457	757		757
Parcs et terrains de jeux	56	37 463	39 167	4 354	43 521
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	55 600	50 051	2 888	52 939
Autres	59	163 577	169 075	9 396	178 471
	60				225 030
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	59 497	51 576	7 309	58 885
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65		4 010		4 010
	66	59 497	55 586	7 309	62 895
	67	223 074	224 661	16 705	241 366
					289 785
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	243 214	223 511		223 511
Autres frais	70	16 044	70 953		70 953
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	15 000	(1 334)		(1 334)
	73	274 258	293 130		293 130
					209 665
					43 569
					30 309
					283 543
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
74	492 871	529 763 (	529 763)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de Pontiac (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre [mon] audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise] l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

J. Ethier CPA Inc
par Janique Ethier, CPA auditrice, CGA
1698 route 105,
Chelsea, Québec
J9B 1P4
819-459-1115

DATE 2015-04-14

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>5 163 967</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10 <u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>5 163 967</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	5 163 967
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>5 163 967</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>5 163 967</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>658 339 400</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>678 936 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>668 638 050</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>5 163 967</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>668 638 050</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	[] [] , [7] [7] [2] [3] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2		78 052	89 878
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			702 929
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	55 000		16 032
Autres infrastructures	11			42 357
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			6 168
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		354 691	
Ameublement et équipement de bureau	18		6 741	6 152
Machinerie, outillage et équipement divers	19			8 279
Terrains	20			
Autres	21	6 000		
	22	61 000	439 484	871 795

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24		78 052	89 878
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			702 929
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			58 389
Autres immobilisations	33		361 432	20 599
	34		439 484	871 795

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	8 366 800	350 000	499 500	8 217 300
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	8 366 800	350 000	499 500	8 217 300
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	14 622			14 622
Réserves financières et fonds réservés	10		3 608		3 608
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	444 396			444 396
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 850 946	346 392	499 500	2 697 838
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	3 309 964	350 000	499 500	3 160 464
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	119 866	473 671	119 866	473 671
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	119 866	473 671	119 866	473 671
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	119 866	473 671	119 866	473 671
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	4 936 970		353 805	4 583 165
Autres	23				
	24				
	25	5 056 836	473 671	473 671	5 056 836
	26	8 366 800	823 671	973 171	8 217 300
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	8 366 800	823 671	973 171	8 217 300

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	(120 501)	(120 501)	(90 833)
Évaluation	2	171 255	171 255	174 859
Autres	3	128 615	128 615	
Sécurité publique				
Police	4	1 192 846	1 192 845	1 144 272
Sécurité incendie	5	18 429	18 429	11 746
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	22 964	22 964	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	236 694	215 637	236 465
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	125 603	125 603	154 389
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 775 905	1 754 847	1 630 898

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immo-bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Application de la loi	1 (120 501) 27	53	(120 501) 79	105	(120 501)	131
Évaluation	2 171 255 28	54	171 255 80	106	171 255	132
Autres	3 929 380 29	55	959 448 81	107	946 990	133
	4 980 134 30	56	1 010 202 82	108	997 744	134
Sécurité publique						
Police	5 1 192 845 31	57	1 192 845 83	109	1 192 845	135
Sécurité incendie	6 371 421 32	58	477 684 84	110	475 798	136
Sécurité civile	7	59	85	111		137
Autres	8 21 273 34	60	21 273 86	112	21 273	138
	9 1 585 539 35	61	1 691 802 87	113	1 689 916	139
Transport						
Réseau routier						
Voirie municipale	10 989 121 36	62	1 155 993 88	114	1 145 157	140
Enlèvement de la neige	11 454 253 37	63	454 253 89	115	454 253	141
Autres	12 33 352 38	64	33 352 90	116	33 352	142
Transport collectif	13 22 964 39	65	22 964 91	117	22 964	143
Autres	14 150 975 40	66	150 975 92	118	150 975	144
	15 1 650 665 41	67	1 817 537 93	119	1 806 701	145
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16 86 357 42	68	182 227 94	120	182 227	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17 56 034 43	69	80 815 95	121	65 906	147
Traitement des eaux usées	18 40 428 44	70	125 200 96	122	125 200	148
Réseaux d'égout	19 27 688 45	71	28 446 97	123	28 446	149
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	20 394 702 46	72	394 901 98	124	394 901	150
Matières recyclables	21 230 222 47	73	231 281 99	125	231 281	151
Autres	22 48	74	100	126		152
Cours d'eau	23 49	75	101	127		153
Protection de l'environnement	24 50	76	102	128		154
Autres	25 40 158 51	77	40 158 103	129	40 158	155
	26 875 589 52	78	1 083 028 104	130	1 068 119	156
						8 993

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+	Amortissement des immo-bilisations		=	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	165	166		167	168						169	170	171
Santé et bien-être										
Logement social	157	3 946	172	187	3 946	202	217	3 946	232	
Sécurité du revenu	158		173	188	203	218	233			
Autres	159		174	189	204	219	234			
	160	3 946	175	190	3 946	205	220	3 946	235	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	439 040	176	2 416	441 456	206	221	441 456	236	
Rénovation urbaine	162		177	192	207	222	237			
Promotion et développement économique	163	10 404	178	193	10 404	208	223	10 404	238	
Autres	164		179	194	209	224	239			
	165	449 444	180	2 416	451 860	210	225	451 860	240	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	169 075	181	9 396	178 471	211	226	178 471	241	
Activités culturelles	167	51 576	182	7 309	58 885	212	227	56 612	242	
Bibliothèques	168	4 010	183	188	4 010	213	228	4 010	243	
Autres	169	224 661	184	16 705	241 366	214	229	239 093	244	
	170		185	200	215	230	245			
Réseau d'électricité										
	171	5 769 978	186	529 763	6 299 741	216	231	6 257 379	246	
				201	42 362	293 130				

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014***Non audité*

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	439 484	871 795
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	439 484	871 795

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	(11 290)	543 268
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		1
Solde redressé au début de l'exercice	3	(11 290)	543 269
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	561 844	(128 292)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(146 720)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(13 625)	(15 859)
Réserves financières et fonds réservés	8		(263 688)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	548 219	(554 559)
Solde à la fin de l'exercice	12	536 929	(11 290)
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	384 417	362 813
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	(500)	(1)
Solde redressé au début de l'exercice	15	383 917	362 812
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(55 350)	5 746
Activités d'investissement	17	(156 741)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	13 625	15 859
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	51 595	
	21	(146 871)	21 605
Solde à la fin de l'exercice	22	237 046	384 417
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	570 299	411 544
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(90 728)	29 900
Solde redressé au début de l'exercice	25	479 571	441 444
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	118 535	(52 633)
Activités d'investissement	27	(185 645)	(82 200)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		263 688
Financement des investissements en cours	29	3 608	
	30	(63 502)	128 855
Solde à la fin de l'exercice	31	416 069	570 299

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (109 035)	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (109 035)	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 (2 435)	(109 035)
	44 (2 435)	(109 035)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 (2 435)	(109 035)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 (111 470)	(109 035)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (86 223)	(2 932 796)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (86 223)	(2 932 796)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 89 831	2 846 573
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58 (3 608)	
	59 86 223	2 846 573
Solde à la fin de l'exercice	60	(86 223)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 5 183 358	9 878 361
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	(1 913 370)
Solde redressé au début de l'exercice	63 5 183 358	7 964 991
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65 (51 595)	
Variation résiduelle de l'exercice	66 267 614	(2 781 633)
Solde à la fin de l'exercice	67 5 399 377	5 183 358

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements de fonctionnement	Règlements d'emprunt fermés Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21
				3 608	3 608	3 608	3 608

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 5 | 7 | 0 | 9 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 4 | 2 | 3 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

**TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	[3 | 2 | 4] , [5 | 3] \$
Égout	2	[2 | 3 | 5] , [4 | 8] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[2 | 1 | 7] , [5 | 9] \$
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	[] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
eau petist commerces	370,6200	4	
eau gros commerces	551,2800	4	
égoûts petits commerces	269,2800	4	
égoûts gros commerces	400,5700	4	
ordures petits commerces	253,9300	4	
ordures gros commerces	307,3200	4	
ordures récréa-hébergement	278,6200	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	147 860	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2024 route 148
(no) (rue)
Pontiac J0X 2G0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 455-2401
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 455-9756
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chevrier-bottrill.ginette@municipalitepo

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Benedict Kuhn

Téléphone (819) 455-2401
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 455-9756
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chevrier-bottrill.ginette@municipalitepo

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom J. Ethier CPa Inc

Titre CPA auditrice, CGA

Adresse 1698 route 105
(no) (rue)
Chelsea J9B 1P4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 459-1115
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 459-1117
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jethiercpa@bellnet.ca

Responsable du dossier Janique Ethier

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Benedict Kuhn , atteste que le rapport financier de Pontiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-14 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pontiac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Pontiac détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 546 993 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,7723 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-13 10:47:11

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Pontiac

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	6 838 574	7 139 864	6 784 320
Investissement	2			
	3	6 838 574	7 139 864	6 784 320
Charges				
	4	6 976 040	6 592 871	7 014 447
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(137 466)	546 993	(230 127)
Moins : revenus d'investissement	6 () () ()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(137 466)	546 993	(230 127)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	492 871	529 763	493 544
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		54 901	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	390 487 ) (	499 500 ) (	276 276)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	4 691 ) (	200 007)
Excédent (déficit) accumulé	12	35 082	(65 622)	84 574
Autres éléments de conciliation	13			
	14	137 466	14 851	101 835
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		561 844	(128 292)

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 602 285	1 827 573
Autres	2	649 144	263 383
	3	2 251 429	2 090 956
Passifs			
Dette à long terme	4	8 217 300	8 366 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	951 701	1 319 086
	7	9 169 001	9 685 886
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(6 917 572)	(7 594 930)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	13 454 448	13 544 727
Autres	10	164 015	199 799
	11	13 618 463	13 744 526
Excédent (déficit) accumulé	12	6 700 891	6 149 596

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	536 929	(11 290)
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14	237 046	384 417
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	237 046	384 417
Réserves financières	24	30 010	81 604
Fonds réservés	25	386 059	488 695
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(111 470)	(109 035)
Financement des investissements en cours	27		(86 223)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	5 399 377	5 183 358
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	6 700 891	6 149 596

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	5 062 525	5 163 967	4 657 033
Compensations tenant lieu de taxes	2	363 710	363 631	316 693
Quotes-parts	3			
Transferts	4	874 669	1 044 220	1 223 761
Services rendus	5	84 310	42 362	70 526
Autres	6	453 360	525 684	516 307
	7	6 838 574	7 139 864	6 784 320
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10			
Autres	11			
	12			
	13	6 838 574	7 139 864	6 784 320

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	171 255	171 255	171 255	174 859
Autres	2	849 967	808 879	838 947	914 879
Sécurité publique					
Police	3	1 192 846	1 192 845	1 192 845	1 144 272
Sécurité incendie	4	464 848	371 421	477 684	471 335
Autres	5	56 420	21 273	21 273	34 168
Transport					
Réseau routier	6	1 644 373	1 476 726	1 643 598	1 883 651
Transport collectif	7	22 964	22 964	22 964	20 000
Autres	8	165 918	150 975	150 975	136 817
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	279 896	210 507	416 688	413 215
Matières résiduelles	10	664 023	624 924	626 182	686 397
Autres	11	68 634	40 158	40 158	75 419
Santé et bien-être	12	4 406	3 946	3 946	4 406
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	371 587	439 040	441 456	440 332
Promotion et développement économique	14	28 700	10 404	10 404	41 369
Autres	15				
Loisirs et culture	16	223 074	224 661	241 366	289 785
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	274 258	293 130	293 130	283 543
Amortissement des immobilisations	19	492 871	529 763 (	529 763)	
	20	6 976 040	6 592 871	6 592 871	7 014 447

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3